

ALIMENTS ET
BOISSONS
ATLANTIQUE



FOOD &
BEVERAGE
ATLANTIC

Food and
Beverage
Canada



Aliments
et boissons
Canada



FOOD &
BEVERAGE
manitoba



Le vendredi 4 décembre 2020

Pat Finnigan, député, président
Lianne Rood, députée, vice-présidente
Yves Perron, député, vice-président
Aimée Belmore, greffière
Comité permanent de l'agriculture et de
l'agroalimentaire
131, rue Queen, 6^e étage
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : Étude sur la capacité de transformation

Nous vous écrivons au nom des 7 000 fabricants canadiens d'aliments et de boissons.

Les fabricants d'aliments et de boissons sont au cœur de l'approvisionnement alimentaire du Canada. Les aliments et les boissons sont le plus important secteur de la fabrication au Canada. Peu de produits agricoles canadiens se retrouvent sur les étagères d'épicerie du Canada sans avoir d'abord été transformés par l'une des 7 000 entreprises de ce secteur.

Les fabricants canadiens d'aliments et de boissons génèrent des ventes annuelles de 120 milliards de dollars, emploient près de 300 000 personnes et fournissent une grande partie des aliments que les Canadiennes et Canadiens achètent. Un secteur solide et dynamique de la fabrication d'aliments et de boissons est essentiel pour assurer la souveraineté alimentaire du Canada, pour maintenir notre secteur agricole primaire et pour continuer à contribuer au bien-être économique du pays.

À l'aube de 2020, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons était axé sur les objectifs fixés par la Table de stratégies économiques fédérale sur l'agroalimentaire et le rapport Barton, soit d'accroître les ventes nationales et les exportations de 30 % d'ici 2025. Alors que cela constitue déjà un défi, la COVID-19 a exacerbé la situation.

En effet, en raison de la COVID-19, les fabricants de produits alimentaires et de boissons ont entrepris l'incroyable défi de gérer la santé des travailleurs tout en assurant le maintien nécessaire de l'approvisionnement alimentaire – comme service essentiel – du Canada. Cela a entraîné des pressions importantes sur les coûts, car les entreprises de produits alimentaires et de boissons ont modifié leurs usines et mis en place des mesures de sécurité pour leurs employés. Bon nombre de ces coûts demeureront à long terme ou seront permanents, et devraient contribuer aux pressions sur les liquidités et pourraient mener à des faillites dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons. Les frais récemment annoncés par certains des principaux détaillants d'épicerie du Canada ne viendront que s'ajouter au fardeau.

Les répercussions de ces pressions cumulées sur notre système alimentaire réduiront les investissements et déstabiliseront notre souveraineté alimentaire. Nous constatons déjà un important déficit de l'innovation dans la fabrication d'aliments et de boissons. Aujourd'hui, le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons du Canada se classe au 20^e rang parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les investissements en recherche et développement. Aussi, plus de 80 % des nouveaux produits dans nos épiceries sont développés ou fabriqués à l'extérieur du pays.

En ce qui concerne l'avenir, le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons accorde la priorité aux mesures qui lui permettront de se stabiliser et d'appuyer son rétablissement.

Stabiliser le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons a subi un certain nombre de chocs, notamment l'effondrement des services alimentaires, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, les répercussions de la fermeture des frontières, les contraintes quant à la disponibilité de la main-d'œuvre, les coûts supplémentaires associés à la COVID-19 et, plus récemment, les droits arbitraires imposés par certains des plus grands détaillants d'épicerie au Canada. Ces chocs ont déstabilisé non seulement la fabrication d'aliments et de boissons, mais l'ensemble du système alimentaire et, par conséquent, la souveraineté alimentaire et le bien-être économique du Canada.

Prise en charge des coûts liés à la COVID-19

Il est capital pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens que les fabricants d'aliments et de boissons survivent à cette crise. Selon les estimations de l'industrie, le coût engendré par les mesures des fabricants d'aliments et de boissons pour s'adapter à la situation de la COVID-19 a dépassé 800 millions de dollars, ce qui comprend les coûts liés à l'augmentation de l'absentéisme et aux pénuries de main-d'œuvre; les primes salariales horaires; l'utilisation accrue d'équipement de protection individuelle et d'outils de dépistage sanitaire; les changements d'horaire pour respecter la distanciation physique; les modifications temporaires non structurelles pour protéger les travailleurs lorsqu'il n'est pas possible de respecter la distanciation physique; ainsi que l'amélioration des avantages sociaux tels que les subventions pour les services de garde d'enfants et l'obtention de services de consultation d'experts.

Bien qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada ait annoncé un Fonds d'urgence pour la transformation (FUT) de 77,5 millions de dollars pour couvrir certains coûts liés à la COVID-19, cela ne sera pas suffisant pour répondre pleinement aux répercussions de la pandémie. De plus, de nombreux fabricants d'aliments et de boissons n'ont pas été admissibles à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), qui est fondée sur les revenus plutôt que sur le bénéfice net.

Les fabricants d'aliments et de boissons sont également limités dans leur capacité à gérer toute tension supplémentaire des coûts sur le marché. Le secteur canadien des aliments au détail est très concentré. Seulement cinq entreprises contrôlent plus de 80 % du marché de l'épicerie, et même les principaux fabricants d'aliments et de boissons représentent moins de 3 % du volume de produits d'un détaillant donné.

Si les fabricants d'aliments et de boissons et d'autres groupes qui fournissent les aliments du Canada, comme les producteurs primaires, continuent d'absorber la tension de coûts associés à la COVID-19, le système alimentaire canadien sera gravement affaibli. Il est donc essentiel que le gouvernement fédéral établisse un programme visant à atténuer les pressions sur les liquidités et autres finances imposées au système alimentaire en raison des coûts de gestion de la COVID-19.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral établisse un crédit d'impôt remboursable à l'égard des dépenses extraordinaires engagées par les secteurs d'infrastructure essentiels – comme la fabrication d'aliments et de boissons – en réponse à la COVID-19.

Code de conduite du détaillant

Comme mentionné précédemment, le secteur canadien des aliments au détail est fortement concentré, laissant aux fabricants d'aliments et de boissons un pouvoir de négociation limité. Même avant la pandémie de COVID-19, les détaillants alimentaires imposaient régulièrement des frais d'exploitation arbitraires, des frais et des pénalités à leurs fournisseurs, souvent sans préavis ou rétroactivement. En outre, les détaillants alimentaires prolongent régulièrement les modalités de paiement pendant des mois, ce qui retarde les paiements et a une incidence sur les liquidités des fabricants d'aliments et de boissons.

Ces pratiques ne sont plus tolérables. Au cours des derniers mois, alors que les fabricants d'aliments et de boissons étaient aux prises avec les coûts liés à la pandémie, certains des plus grands détaillants d'aliments du Canada ont annoncé de nouveaux frais. Dans le contexte de marges de 4 à 6 % dans le secteur de la fabrication d'aliments et de boissons, ces droits sont flagrants et risquent de déstabiliser le système alimentaire canadien.

Bien que les détaillants alimentaires insistent sur les avantages de la baisse des prix des aliments pour les Canadiennes et les Canadiens, nous devons fortement tenir compte de l'incidence globale de la simple superposition de coûts additionnels sur les fabricants d'aliments et de boissons et les producteurs primaires. Ces coûts cumulatifs mineront en fin de compte la capacité du Canada à fournir ses propres aliments, ce qui aura une incidence sur notre souveraineté alimentaire et sur la viabilité de secteurs essentiels comme la fabrication d'aliments et de boissons et l'agriculture.

Nous sommes heureux qu'à leurs réunions de novembre, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture se soient engagés à créer un groupe de travail pour examiner cette question. Nous encourageons le gouvernement fédéral à continuer de donner la priorité à cette question et à s'engager à mettre en place un code d'ici la fin de 2021.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral continue de donner la priorité à la question des pratiques de vente au détail et de s'engager à mettre en place un Code de conduite pour les détaillants en alimentation au Canada d'ici la fin de 2021.

Soutenir la croissance du secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons

La pandémie de COVID-19 a amplifié l'importance et la fragilité de l'approvisionnement alimentaire canadien. Elle a également souligné la nécessité de mettre davantage l'accent sur les infrastructures essentielles comme la chaîne d'approvisionnement alimentaire et d'investir dans ces infrastructures afin de s'assurer que le Canada peut affronter la pandémie de COVID-19 et les catastrophes futures.

Engagement renouvelé envers la chaîne d'approvisionnement alimentaire

Il est impératif que le Canada apprenne de nos récentes expériences pour renforcer le système alimentaire du pays à long terme.

Le Canada doit adopter un engagement renouvelé à suivre, analyser, modéliser et comprendre les interactions, l'interconnectivité, les risques et le potentiel de toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire – y compris l'agriculture primaire, la fabrication d'aliments et de boissons, la distribution, le commerce de détail et d'autres secteurs d'intrants et de soutien. Il s'agira d'un défi. Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a pour principal objectif un élément du système alimentaire : l'agriculture primaire. En même temps, bien que de nombreux ministères fédéraux se penchent sur l'ensemble de questions essentielles liées à l'approvisionnement alimentaire du Canada – comme la salubrité des aliments, les pratiques de fabrication, le transport, les technologies de l'information et la connectivité, l'énergie, le travail, les mesures réglementaires et la santé – il y a peu de coordination fédérale quant aux répercussions sur le système alimentaire.

Dans le contexte de la COVID-19, cette approche fragmentée a laissé le Canada sans plan d'intervention d'urgence intégré pour l'ensemble du système alimentaire et a entraîné des risques importants pour la souveraineté alimentaire du Canada. Nous devons intervenir.

Il est essentiel que le gouvernement fédéral du Canada, ainsi que ses homologues provinciaux et territoriaux, élargisse son champ d'action et adopte une approche intégrée pour réglementer et élaborer des politiques et des programmes qui ont une incidence sur le système alimentaire canadien. La clé de ce processus est l'amélioration de la compréhension, de la recherche, de l'analyse et de la capacité des politiques axées sur tous les secteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ainsi que sur le système alimentaire intégré.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral donne le pouvoir et les ressources à un ministère ou un organisme central la responsabilité de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada, avec pour mandat d'élaborer une approche coordonnée à l'égard de toutes les politiques et mesures économiques fédérales ayant une incidence sur le système alimentaire canadien. Cela permettra de veiller à ce que le Canada parvienne à la souveraineté alimentaire et tire parti de la force de son système alimentaire pour soutenir la prospérité économique des Canadiennes et Canadiens, et d'interagir avec les gouvernements provinciaux pour une approche coordonnée à l'égard de ces mesures.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création d'un Conseil sur la stratégie industrielle pour partager ses points de vue sur les répercussions de la COVID-19 sur les secteurs clés. Nous recommandons que ce conseil soit chargé d'élaborer une stratégie industrielle complète pour le système alimentaire canadien et, ce faisant, de reconnaître les secteurs distincts au sein du système alimentaire et l'interconnectivité de ceux-ci.

Nous recommandons que le Conseil sur la stratégie industrielle élabore une stratégie industrielle complète pour le système alimentaire canadien.

Travail et innovation

À l'aube de 2020, la main-d'œuvre était déjà un problème majeur pour les fabricants d'aliments et de boissons au Canada. En effet, le plus grand secteur de fabrication du Canada observe un déficit de 10 % de sa main-d'œuvre. D'ici 2025, nous nous attendons à ce qu'il y ait 65 000 employés en moins. L'augmentation des départs à la retraite, la pénurie de travailleurs qualifiés et le besoin de main-d'œuvre saisonnière ont fait des ravages dans le secteur, comme l'a fait la COVID-19. Les activités dans un contexte de pandémie nécessitent des investissements importants pour protéger les travailleurs. La COVID-19 a également entraîné une augmentation de l'absentéisme ainsi que des difficultés à trouver des remplaçants. Cela ne peut plus durer. Sans travailleurs qualifiés en santé, le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons ne peut produire les produits alimentaires dont les Canadiennes et Canadiens ont besoin.

L'industrie et le gouvernement ont un impératif commun : assurer la réussite du système alimentaire canadien. En 2019, Aliments et boissons Canada a conçu un modèle de planification des personnes, des carrières et de la main-d'œuvre qui a ciblé les éléments clés d'une main-d'œuvre forte : la sensibilisation à l'industrie et aux options de carrière; les pratiques progressives en matière de ressources humaines; la formation professionnelle; les travailleurs étrangers qualifiés; les groupes sous-représentés; et l'automatisation. Nous invitons le gouvernement fédéral à travailler avec l'industrie pour déterminer et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour aider le secteur à développer une main-d'œuvre forte.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral travaille avec l'industrie à l'élaboration d'un plan d'action en matière de planification des personnes, des carrières et de la main-d'œuvre pour le secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons, et que le gouvernement nomme un responsable pour coordonner ce travail dans les ministères clés.

L'innovation sera également essentielle à la croissance de la fabrication d'aliments et de boissons. L'automatisation – une forme d'innovation – pourrait en fait jouer un rôle clé pour atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur. Malheureusement, le Canada accuse un déficit d'innovation dans la fabrication d'aliments et de boissons.

Les programmes d'innovation fédéraux existants ne sont pas bien adaptés à la fabrication d'aliments et de boissons. Souvent, ils sont fondés sur la création d'emplois ou sur le développement de technologies perturbatrices. La technologie ne mènera pas toujours à des emplois et, comme indiqué ci-après, pourrait aider à soulager la pression de la main-d'œuvre. De plus, dans un petit marché comme le Canada, il est irréaliste de penser que toutes ou presque toutes les innovations seront perturbatrices. Les fabricants canadiens d'aliments et de boissons peuvent toutefois tirer profit de technologies qui existent déjà dans d'autres pays ou industries et, ce faisant, de l'introduction et de la personnalisation de produits et de procédés novateurs dans le secteur.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral augmente le soutien à la fabrication d'aliments et de boissons en travaillant avec l'industrie pour déterminer les obstacles à l'innovation et en créant un fonds d'innovation de 150 millions de dollars pour appuyer l'innovation.

À titre de représentants du secteur canadien de la fabrication d'aliments et de boissons, nous vous remercions de nous donner l'occasion de partager nos points de vue sur les mesures nécessaires pour renforcer le système alimentaire canadien. Nous sommes disposés à discuter davantage de ces recommandations avec vous.

Cordialement,

Norm Beal, chef de la direction
Food and Beverage Ontario



Tammy Brideau, directrice générale
Alimentation et Boissons Atlantique



Sylvie Cloutier
Présidente-directrice générale
Conseil de la transformation alimentaire du Québec



James Donaldson, chef de la direction
BC Food & Beverage



Dave Shambrock, directeur général
Food and Beverage Manitoba



Kathleen Sullivan, chef de la direction
Aliments et boissons Canada

